

*New York, le 27 septembre 2007*

**ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE  
DEMOCRATIQUE DU CONGO, A LA 62ème ASSEMBLEE GENERALE DE L'ONU**

Monsieur le Président,

Permettez-moi de joindre ma voix à celles qui m'ont précédé à cette tribune pour vous féliciter sincèrement pour votre élection à la présidence de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Je voudrais aussi rendre un hommage appuyé à Monsieur le Secrétaire général BAN KI-MOON, pour les efforts louables qu'il déploie inlassablement pour défendre et promouvoir les buts et principes de la Charte de Notre Organisation. Sa visite dans notre pays, à l'aube de son mandat, Nous a rassuré quant à son engagement et à celui des Nations Unies au côté du peuple congolais en quête de paix, de liberté et de développement.

Monsieur le Président,

La 62ème session ordinaire de l'Assemblée Générale s'ouvre dans un contexte international caractérisé par des violences persistantes à travers le monde. La tâche de l'ONU en est plus qu'à jamais ardue. Elle en est aussi d'autant plus noble et exaltante.

Pour la République Démocratique du Congo, cette session ne ressemble pas aux précédentes.

Elle est celle de sa renaissance comme Etat de droit. Elle est aussi celle de son retour sur la scène internationale comme acteur et partenaire crédible.

Aujourd'hui plus qu'hier, Mon pays est en effet conscient des méfaits de la guerre et de la mauvaise gouvernance. Il l'est aussi des perspectives positives que permettent des institutions stables, des autorités légitimes et la cohabitation pacifique des peuples. Il connaît donc la valeur irremplaçable de l'ONU et est un exemple du succès de son action.

C'est le lieu pour Moi de rendre hommage à Nos partenaires bilatéraux et multilatéraux, et particulièrement à l'Organisation des Nations Unies, pour leur concours inestimable.

Pour notre part, ayant beaucoup reçu, nous pensons que nous devons à notre tour contribuer aux opérations de maintien de la paix. En attendant de jouer un rôle progressivement croissant, Nous avons ainsi modestement fourni des contingents de policiers civils, aujourd'hui déployés dans deux des Etats membres.

Monsieur le Président,

Le chemin qui mène à la fin irréversible des crises multiformes qui ont secoué Mon pays pendant de longues années demeure jonché d'embûches.

Du point de vue de la sécurité, Nous devons encore parachever le processus de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion, finaliser la formation d'une armée et d'une police nationales et républicaines, et rendre opérationnel un système judiciaire crédible. Atteindre ce triple objectif, est donc pour nous une priorité absolue.

Bien plus, et tout en privilégiant l'approche politique et diplomatique, Nous devons, par tous les moyens, avec détermination et un sens élevé de l'urgence, résoudre les problèmes résiduels d'insécurité au Nord- Kivu.

En effet, non ne peut raisonnablement justifier, que des populations congolaises continuent à faire quotidiennement l'objet de violences et exactions de tous genres, de la part des groupes armés nationaux et étrangers, et qu'elles soient massivement réduites à être des déplacés de guerre.

La paix et la sécurité doivent, rapidement et à tout prix, être rétablis dans cette partie de notre territoire. Elles le seront.

Quant aux groupes armés étrangers, l'appui des Nations Unies est nécessaire pour leur désarmement volontaire, ou au besoin forcé, leur rapatriement ou leur réinstallation.

Monsieur le Président,

Nonobstant ces quelques difficultés, Nous avons en mains de cinq ans, réussi les paris de l'organisation des élections démocratiques, de la mise en place des institutions légitimes et de la relance de la croissance économique. Désormais, notre priorité est à la reconstruction et au développement, avec pour objectif la victoire sur la pauvreté, l'injustice et les inégalités sociales.

La tâche est immense. Pour réussir, la volonté de notre peuple et son aspiration à un destin de grandeur sont nécessaires. Elles ne sont cependant pas suffisantes. L'engagement constant et sans réserve de tous nos partenaires, dans leur diversité, demeure un complément indispensable.

Monsieur le Président,

En dépit de certaines insuffisances, l'ONU demeure la conscience de l'Humanité. Son rôle présent et futur ne saurait néanmoins se concevoir qu'en fonction de l'évolution du monde, et des défis sans cesse renouvelés qui en découlent.

A cet égard, les années à venir seront des périodes de compétition accrue entre les nations, notamment dans les domaines commercial, financier et de la recherche, ainsi que pour la

jouissance, par tous, de l'air pur, de l'eau potable et des ressources naturelles, biens communs vitaux qu'une population et une économie mondiale, en perpétuelle croissance, rendent de plus en plus précieux et rares.

Face à ces défis, comme à ceux permanents de la paix et de la sécurité internationale, la crédibilité de l'ONU sera fonction de sa capacité à obtenir des Etats membres que ses décisions soient appliquées par tous, sans exception, et que les engagements librement souscrits par eux soient effectivement honorés.

Ainsi, s'agissant du Moyen-Orient, le crédit de notre Organisation sera toujours mis en cause tant que, conformément aux dispositions pertinentes de notre Charte, et aux résolutions y relatives, le Conseil de sécurité ne mettra pas tout en œuvre pour que naissent effectivement deux Etats, vivant côte à côte, dans la paix et la sécurité.

Sur un autre plan, les changements climatiques sont aujourd'hui une réalité indéniable et un exemple éloquent de la mutation permanente de l'exigence de sécurité collective. Leurs effets seront malheureusement plus néfastes dans les pays en développement et, particulièrement et injustement, en Afrique. Cette dernière contribue le moins aux émissions de gaz à effet de serre, et n'a pas les moyens de faire face à leurs redoutables conséquences.

Le dire, c'est en même temps poser, de manière poignante, l'exigence d'une approche responsable, équitable et solidaire des problèmes de développement durable.

Je me félicite donc de l'organisation le 24 septembre 2007, par la Secrétaire Général, de la réunion de haut niveau sur les changements climatiques. Cette réunion nous a offert l'occasion d'accorder à ce sujet essentiel l'attention qu'il mérite, et de prendre conscience, des conséquences des modes de consommation qui exposent notre planète au risque d'une catastrophe irréversible.

La République Démocratique du Congo est l'habitat naturel d'une diversité biologique sans pareille. Grâce à ses forêts primaires, elle fait de l'Afrique centrale le deuxième poumon du monde. Elle s'engage donc à participer à la formulation et à la mise en œuvre d'une stratégie efficace de préservation des conditions optimales de vie sur la terre.

Dans l'intérêt de l'humanité, elle est prête à consentir les sacrifices que la responsabilité collective impose. Elle demande en retour d'être compensée équitablement, afin de ne pas hypothéquer son propre développement.

Monsieur le Président,

Face aux changements qui surviennent sur l'échiquier mondial, notre Organisation devrait s'ajuster et épouser une architecture qui, tout en préservant les valeurs universelles, la rende apte à faire face à des défis sans cesse divers et croissants. La Démocratie, aujourd'hui universellement reconnue comme le meilleur mode de gouvernement, devrait non

seulement imprégner Notre agir collectif sur la scène internationale, mais également se refléter au sein de notre organisation.

Aussi la République Démocratique du Congo salue-t-elle le processus de la réforme du système des Nations Unies qui a le mérite de rechercher une plus grande cohérence et une efficacité accrue de son action. Elle tient à souligner que l'élargissement de la représentation au sein du Conseil de sécurité est une exigence démocratique, nécessaire au fonctionnement harmonieux de l'ONU, et que le continent africain devrait être représenté à titre permanent au sein de cet organe important.

Elle attire par ailleurs la meilleure attention de cette Assemblée sur le fait que la réforme du Conseil de Sécurité ne doit pas occulter la nécessité de revisiter les autres organes de l'Organisation. Leurs modes de fonctionnement doivent être les plus efficaces possibles et leurs interactions futures mieux définies.

Quant à l'Assemblée générale, son autorité doit être davantage affirmée, afin de permettre à son Président de jouer un rôle primordial dans la recherche des solutions aux problèmes internationaux.

Monsieur le Président,

Au regard des nouvelles menaces et des nouveaux défis qui se profilent à l'horizon, j'ai rappelé nos engagements respectifs en tant qu'Etats membres, tels que contenus dans la Charte des Nations Unies et réaffirmé l'attachement de la République Démocratique du Congo à ce texte fondateur de notre organisation.

J'ai aussi attiré l'attention de cette Auguste Assemblée sur divers fléaux qui caractérisent le contexte international et les menaces liées aux changements climatiques, soulignant ainsi la nécessité d'unir nos efforts si nous voulons permettre à nos Peuples de vivre dans un monde où règnent les meilleures conditions de vie, le progrès social, la paix et la sécurité internationale.

Notre volonté politique d'éradiquer ces fléaux, mieux, notre action déterminée et concertée pour y mettre fin, constitue la preuve de l'authenticité de notre engagement à améliorer l'état du monde.

C'est à ce prix, et à ce prix seulement, que se trouvera renforcée la confiance de nos peuples en notre Organisation. C'est à cette condition, et non de moins, que seront sauvegardée la légitimité de l'ONU et consolidée l'efficacité de son action.

Ensemble, relevons ce défi.

Je vous remercie.